

GCS PHARMA HAUTS DE FRANCE

Centre Hospitalier de Valenciennes

Pôle Pharmacie

Avenue Désandrouin

CS 50479

59322 VALENCIENNES CEDEX

☎ 03-27-14-35-70

📠 03-27-14-50-70

✉ sec-pharmacie@ch-valenciennes.fr

**SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE TOUS
MEDICAMENTS (ET AUTRES SPECIALITES ASSIMILEES)
DU GCS PHARMA HAUTS-DE-FRANCE**

REGLEMENT DE CONSULTATION

SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

1. ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ OU GROUPEMENT : GCS PHARMA HAUTS DE FRANCE

2. N° CIP :

3. PHARMACIENNES RESPONSABLES

**Madame Amélie PRUVOST
Madame Emeline GANTOIS
Madame Anaëlle DECOENE**

4. OBJET DE LA CONSULTATION

: TOUS MEDICAMENTS (et autres spécialités assimilées)

5. PROCEDURE

: Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

6. TECHNIQUE D'ACHAT

: Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 du Code de la Commande Publique)

7. DURÉE TOTALE DU MARCHÉ

: 120 mois

8. MODALITÉS D'EXPÉDITION DE LA RÉPONSE

: Sous format dématérialisé uniquement www.marches-publics.gouv.fr

9. LISTE DES MEMBRES DU GROUPEMENT

: Cf. annexe 1 Liste des Adhérents GCS Pharma HDF

Nom des Pharmaciennes Responsables

**Amélie Pruvost, Pharmacienne
Emeline Gantois, Pharmacienne
Anaëlle Decoene, Pharmacienne**

SOMMAIRE

REGLEMENT DE CONSULTATION	1
I. POUVOIR ADJUDICATEUR ET BENEFICIAIRES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	4
1. <i>Nom de l'organisme acheteur</i>	4
2. <i>Bénéficiaires du système d'acquisition dynamique</i>	5
3. <i>Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues</i>	5
4. <i>Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus par téléchargement, après identification, sur le site Internet :</i>	5
II. OBJET DU SAD	5
1. <i>Description / Objet</i>	5
2. <i>Fonctionnement du SAD</i>	5
3. <i>Centrale d'achat</i>	6
4. <i>Nomenclature CPV</i>	6
5. <i>Composition du SAD</i>	6
6. <i>Durée du SAD</i>	8
7. <i>Forme juridique du candidat</i>	8
8. <i>Utilisation des enchères électroniques inversées</i>	8
III. MODALITES DE CONSULTATION ET DE RETRAIT DU DCE (DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISES)	8
1. <i>Obtention du dossier de consultation (DCE)</i>	9
a. <i>Obtention du dossier de consultation au stade des candidatures</i>	9
b. <i>Obtention du dossier de consultation au stade des offres</i>	9
2. <i>Contraintes informatiques</i>	9
3. <i>Communications et échanges d'informations par voie électronique</i>	9
a. <i>Communications et échanges d'informations au stade des candidatures</i>	9
b. <i>Communication et échanges d'informations au stade des offres</i>	10
IV. DELAI ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES	10
1. <i>Période de réception des candidatures</i>	10
2. <i>Conditions de présentation des candidatures</i>	10
a. <i>Contenu de la candidature</i>	11
b. <i>Autres pièces à fournir</i>	12
3. <i>Modalités de remise électronique des plis</i>	13
a. <i>La signature électronique des candidats</i>	13
b. <i>Transmission de la copie de sauvegarde</i>	13
V. SELECTION DES CANDIDATS	14
1. <i>Régularité du dossier de candidature</i>	14
2. <i>Sélection des candidatures</i>	14
3. <i>Exclusions du SAD</i>	14
VI. Marchés spécifiques	15
1. <i>Forme et durée des marchés spécifiques</i>	15
2. <i>Passation des marchés spécifiques</i>	15
2.1 <i>Lettre de consultation du marché spécifique</i>	15
2.2. <i>Documents remis aux candidats aux marchés spécifiques</i>	16
2.3 <i>Délai de réponse</i>	16
3. <i>Analyse et classement des offres des marchés spécifiques</i>	16

GCS PHARMA HAUTS DE FRANCE

Centre Hospitalier de Valenciennes

Pôle Pharmacie

Avenue Désandrouin

CS 50479

59322 VALENCIENNES CEDEX

☎ 03-27-14-35-70

☎ 03-27-14-50-70

✉ sec-pharmacie@ch-valenciennes.fr

I. POUVOIR ADJUDICATEUR ET BENEFICIAIRES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

1. Nom de l'organisme acheteur

GCS PHARMA HAUTS DE FRANCE

Etablissement Coordonnateur :

Centre Hospitalier de Valenciennes

Service Pharmacie

Avenue Désandrouin – CS 50479

59322 VALENCIENNES CEDEX

Tél : 03-27-14-35-70

Fax : 03-27-14-50-70

Mail : sec-pharmacie@ch-valenciennes.fr

Le Centre Hospitalier de Valenciennes agit en tant que coordonnateur du groupement de commandes.

Le Centre Hospitalier de Valenciennes agit également en tant que coordonnateur de la centrale d'achat qu'exerce le GCS PHARMA HAUTS-DE-FRANCE au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

Est joint au présent règlement de consultation la liste des bénéficiaires du groupement de commande et de la centrale d'achat (annexe1). Il est noté que la liste des membres du GCS Pharma-Hauts-de-France est susceptible d'être mise à jour en fonction des adhésions de nouveaux membres ou de retrait d'un des membres au GCS.

Pour chaque marché spécifique, la liste sera adaptée en fonction des adhérents à chaque marché spécifique.

Les marchés spécifiques feront l'objet d'une procédure conjointe, à savoir un groupement de commandes constitué par les adhérents du GCS ayant quantifié leurs besoins à chaque marché spécifique. Ainsi, les membres du GCS Pharma Hauts de France n'ayant pas quantifié au stade des marchés spécifiques pourront en bénéficier au titre de la centrale d'achat.

2. Bénéficiaires du système d'acquisition dynamique

Les établissements adhérents bénéficiaires potentiels des marchés spécifiques lancés dans le cadre du présent système d'acquisition dynamique sont les membres du GCS PHARMA-HAUTS-DE-FRANCE identifiés à l'occasion de chaque marché spécifique.

3. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Tout renseignement complémentaire concernant le SAD, peut être demandé en posant une question à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> au niveau de cette consultation.

Renseignements administratifs : (cf. § 1.1.)

Renseignements techniques : (cf. § 1.1.)

4. Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus par téléchargement, après identification, sur le site Internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

II. OBJET DU SAD

1. Description / Objet

La présente consultation a pour objet la fourniture de médicaments de toute classe thérapeutique et autres spécialités assimilées tels que des Dispositifs Médicaux utilisés en place de médicaments, du matériel de pharmacotechnie ou tout autre spécialité utilisée au titre de la prise en charge médicamenteuse, pour le compte des établissements adhérents au GCS.

Les caractéristiques techniques des fournitures devront répondre aux prescriptions définies par le C.C.P. de chaque Marché spécifique.

2. Fonctionnement du SAD

Le système d'acquisition dynamique est passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du Code de la commande publique.

Le Système d'Acquisition Dynamique (SAD) se définit comme un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des achats d'usage courant, par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un des opérateurs préalablement sélectionnés.

Les fournitures concernées, constituent des achats d'usage courant pour les établissements publics de santé : le Pouvoir Adjudicateur « n'impose pas de spécifications techniques propres au marché » (condition fixée par l'article R.2112-10 du code de la commande publique) car ces produits sont immédiatement disponibles sur le marché, et ne nécessitent aucune adaptation propre au besoin des établissements.

Le SAD se met en œuvre de la façon suivante :

- Un avis de publicité est publié et le dossier de consultation des entreprises (DCE) est mis en ligne pour toute la durée du système,
- Le DCE précise la nature des achats envisagés et les quantités ou montants estimés

- Le système est ouvert, pendant toute sa période de validité, à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection des candidatures,
- Au cours de la durée de vie du système, tout opérateur peut demander à l'intégrer,
- Lorsque le Pouvoir Adjudicateur lance un marché spécifique, il invite tous les candidats présents dans le système à remettre une offre. Le délai de réception des offres est fixé par le Pouvoir Adjudicateur, ce délai est au moins égal à 10 jours, toutefois un délai plus court peut-être fixé d'un commun accord avec l'ensemble des candidats consultés,
- La durée de validité du système annoncée initialement peut être modifiée par le Pouvoir Adjudicateur, les opérateurs en sont informés par la publication d'un avis modificatif.

Les marchés spécifiques seront lancés par le Centre Hospitalier de Valenciennes en tant que coordonnateur du groupement.

3. Centrale d'achat

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine des médicaments, le Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé PHARMA HAUTS DE France a été constitué par les établissements de santé adhérents. Il est doté de la compétence de Centrale d'Achat. Il peut intervenir au profit des pouvoirs adjudicateurs des secteurs sanitaires et médicaux sociaux au sens du Code de la Santé Publique.

Ces adhérents du GCS sont bénéficiaires de la centrale d'achat dans les conditions précisées dans le CCP du marché spécifique, s'ils n'ont pas adhéré au groupement de commandes ou s'ils n'ont pas adhéré sur un des lots du groupement de commande.

4. Nomenclature CPV

Classification CPV : Vocabulaire principal 3360000-6 : produits pharmaceutiques

5. Composition du SAD

Le SAD n'est pas décomposé en catégories.

Il comporte toutes les catégories de la nomenclature NCHFS médicament à l'exception des médicaments et des produits radiopharmaceutiques et des gaz médicaux.

Les principales catégories NCHFS sont :

Code Catégories Homogènes Fournitures et Prestations	Libellé des Catégories Homogènes de fournitures et prestations
18.011	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : VOIES DIGESTIVES
18.012	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTI DIABETIQUES ET AUTRES MEDICAMENTS DU METABOLISME
18.013	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : MEDICAMENTS DE L'ENZYMOTHERAPIE SUBSTITUTIVE ET TRAITEMENT DES MALADIES METABOLIQUES RARES
18.021	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : MEDICAMENTS DERIVES DU SANG ET IMMUNOGLOBULINES
18.022	SOLUTES D'EPURATION
18.023	SOLUTES MASSIFS
18.024	AUTRES MEDICAMENTS DU SANG ET DES ORGANES HEMATOPOIETIQUES
18.03	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : SYSTEME CARDIOVASCULAIRE

18.041	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : DERMATOLOGIE
18.042	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : MEDICAMENTS ANTIPARASITAIRES, INSECTICIDES ET ACARICIDES
18.043	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : MEDICAMENTS DESTINES AUX ORGANES SENSORIELS
18.051	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : SYSTEME GENITO-URINAIRE ET HORMONES SEXUELLES
18.052	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : HORMONES SYSTEMIQUES
18.061	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTIBIOTIQUES ET ANTIMYCOBACTERIENS
18.062	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTIMYCOSIQUES A USAGE SYSTEMIQUE
18.063	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTIVIRAUX
18.064	AUTRES ANTIINFECTIEUX A USAGES GENERAUX
18.071	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTINEOPLASIQUES
18.072	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTICANCEREUX IMMUNOMODULATEURS
18.073	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : IMMUNOSTIMULANTS
18.074	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : IMMUNOSUPPRESSEURS
18.08	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : MUSCLE ET SQUELETTE
18.091	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANESTHESIQUES LOCAUX ET GENERAUX
18.092	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANALGESIQUES ET ANTALGIQUES
18.093	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTIEPILEPTIQUES, ANTIPARKINSONIENS
18.094	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : PSYCHOLOEPTIQUES ET PSYCHOANALEPTIQUES
18.095	AUTRES MEDICAMENTS DU SYSTEME NERVEUX
18.10	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : SYSTEME RESPIRATOIRE
18.111	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : PRODUITS DE CONTRASTE
18.113	DIVERSES SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM
18.114	SOLUTES DE PERFUSION
18.12	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AUTORISATION TEMPORAIRE D'UTILISATION (ATU)
18.13	PREPARATIONS PHARMACEUTIQUES
18.141	PRODUITS DE NUTRITION ENTERALE
18.142	MEDICAMENTS DE NUTRITION PARENTERALE ET NUTRIMENTS
18.143	PRODUITS DE DIETETIQUE SPECIALISES A DES FINS MEDICALES
18.15	ELEMENTS ET PRODUITS ISSUS DU CORPS HUMAIN ET PRODUITS THERAPEUTIQUES ANNEXES
18.16	PRODUITS SANGUINS LABILES
18.161	ARTICLE DE CONDITIONNEMENT PHARMACEUTIQUES
18.162	MATIERES PREMIERES PHARMACEUTIQUES

6. Durée du SAD

Le Système d'Acquisition Dynamique est mis en place pour une durée de 10 ans à compter de sa publication. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

Pendant toute la durée de validité du système, il est offert la possibilité à tout opérateur économique de demander à y participer. Des marchés spécifiques pourront être passés pendant toute la durée du présent système d'acquisition dynamique.

Il peut être mis fin au système d'acquisition dynamique sur décision du Pouvoir adjudicateur. Cette décision est notifiée aux candidats admis et n'emporte pas de conséquence sur les marchés spécifiques conclus.

Conformément à l'article R2162-40 du Code de la commande publique, en cas de fin anticipée du système, un avis d'attribution sera publié par le pouvoir adjudicateur.

La fin anticipée du système n'ouvre droit à aucune indemnité.

7. Forme juridique du candidat

Le candidat peut se présenter seul ou en groupement. Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation des candidatures.

Dans le cas d'un groupement, chaque opérateur économique constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements relatifs à la candidature demandée à l'article IV du présent règlement de la consultation.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir adjudicateur.

8. Utilisation des enchères électroniques inversées

Dans le cadre des marchés spécifiques, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir aux enchères électroniques inversées pour la notation du critère « prix » sur tout ou partie des produits, conformément aux articles L.2125-1 et R. 2162-57 et suivants du code de la commande publique.

Le cas échéant, il indiquera son intention d'y procéder et précise les informations exigées au titre de l'article R 2162-59 du code de la commande publique dans l'invitation à soumissionner de chaque marché spécifique.

III. MODALITES DE CONSULTATION ET DE RETRAIT DU DCE (DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISES)

En application des articles R2132-1 à R2132-6 du Code de la Commande Publique, les candidats ont l'obligation de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité, via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier remis aux candidats comprend (pièces obligatoires) :

- le présent Règlement de la Consultation ;
- le tableau prévisionnel des Marchés Spécifiques ; (mis à jour annuellement)
- la liste des adhérents
- la fiche de renseignement du fournisseur;
- les pièces relatives à la candidature (DC1, DC2) qui peuvent être téléchargées sur les sites www.cerfa.gouv.fr ou www.minefi.gouv.fr ou www.finances.gouv.fr

1. Obtention du dossier de consultation (DCE)

a. Obtention du dossier de consultation au stade des candidatures

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et au sein d'un espace de consultation dédié à la présente consultation.

Le dossier de consultation est disponible et accessible pendant toute la durée du SAD.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

b. Obtention du dossier de consultation au stade des offres

Le dossier de consultation propre à chaque marché spécifique sera mis à disposition des candidats préalablement admis dans le SAD sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

Les modalités de cette mise à disposition seront précisées dans chaque lettre de consultation à remettre une offre.

2. Contraintes informatiques

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes :

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Portable Document Format (.pdf), et/ou Rich Text Format (.rtf), et/ou .doc et/ou .odt et/ou les fichiers compressés au format ZipR (.zip). Le catalogue dématérialisé des produits est sous format .cmp de la société Pharmatic : sa lecture est possible selon les conditions suivantes :

Les fichiers .cmp contiennent la quantification pour le GCS et sont envoyés par le logiciel Cerbère+ aux candidats potentiels. Ceux-ci peuvent le lire au moyen du gratuiciel HéliosWeb (<https://www.heliosweb.eu>) ou du logiciel Eurydice.

Les fichiers .cry sont générés par les logiciels Eurydice ou HéliosWeb. Ils contiennent les propositions de prix des fournisseurs en réponse au catalogue .cmp.

ATTENTION : les anciennes versions du logiciel Hélios ne sont pas compatibles avec le nouveau format d'échange. Si vous possédez le logiciel Hélios, veuillez le désinstaller et utilisez la plateforme <https://www.heliosweb.eu>.

Les propositions .cry reçues sont intégrées dans eEpicure.

Afin de diminuer les risques de virus informatique, il est recommandé aux soumissionnaires de n'utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros". Les candidatures sont à envoyer sous format .pdf et .cry.

La plate-forme de dématérialisation donne les indications et moyens aux candidats pour obtenir les informations nécessaires à ce sujet.

3. Communications et échanges d'informations par voie électronique

a. Communications et échanges d'informations au stade des candidatures

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats seront effectués uniquement par voie électronique par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse

suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et au sein d'un espace de consultation dédié à la présente consultation.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit donc impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

Les candidats souhaitant s'identifier sur le portail devront créer un compte via le menu « Votre espace » pour obtenir un identifiant et un mot de passe.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la consultation, les candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip , .rar ;
- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur) ;
- PDF.

La liste des formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf)
- Rich Text Format (.rtf)
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar)
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb)
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png)
- Internet (exemple d'extensions : .htm)

Il est recommandé aux candidats d'éviter de déposer des fichiers dont la taille est supérieure à 1 Giga.

b. Communication et échanges d'informations au stade des offres

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats invités à remettre une offre seront effectués uniquement par voie électronique par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir adjudicateur précisée dans la lettre de consultation à remettre une offre pour chaque marché spécifique.

IV. DELAI ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES

1. Période de réception des candidatures

Les candidatures peuvent être adressées pendant toute la durée du système d'acquisition dynamique.

En revanche, seules les candidatures acceptées à la date du lancement de chaque marché spécifique seront invitées à remettre une offre.

2. Conditions de présentation des candidatures

La langue française est la seule langue autorisée pour la rédaction des candidatures.

Chaque candidat se doit de produire un dossier de candidature comprenant l'ensemble des pièces visées à l'article IV 2. a. du présent RC. Ces documents n'ont pas à être obligatoirement signés, seuls les marchés spécifiques seront signés à l'issue de la procédure d'attribution.

Les candidatures sont remises à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et dans l'espace de consultation dédié au présent marché.

Les dépôts de plis effectués par erreur dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

a. Contenu de la candidature

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

- **Dépôt avec le formulaire DUME** : Le DUME permet de faire une déclaration sur l'honneur sur la base d'un formulaire type européen. Le formulaire DUME devra impérativement comprendre les informations requises. Le candidat doit joindre les documents demandés au titre de la candidature qui ne seraient pas inclus dans le DUME.

En cas de cotraitance, un DUME distinct pour chaque soumissionnaire devra être fourni.

Les candidats gardent la possibilité de déposer leur candidature hors formulaire DUME par le biais des formulaires nationaux notamment.

- **Dépôt avec les formulaires DC1 et DC2** : Pour l'appréciation des capacités juridiques, l'opérateur économique remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

La lettre de candidature via le formulaire DC1 (joint dans le DCE pré-rempli) ou sur forme libre, ayant pour objet d'identifier le candidat individuel ou l'ensemble des membres des cotraitants en cas de groupement. Cette lettre doit préciser :

- La dénomination sociale du candidat ou de l'ensemble des cotraitants en cas de groupement, son adresse et ses coordonnées (téléphone, Fax, courriel),
- L'objet du marché
- Le cas échéant, la forme du groupement, et la répartition des prestations,
- Une déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat individuel ou que chaque co-traitant en cas de groupement n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définis aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail.

La déclaration du candidat via le formulaire DC2 (joint dans le DCE pré-rempli) ou sur forme libre ayant pour objet d'apporter des précisions sur le statut du candidat individuel ou de chaque membre d'un groupement. Il précise :

- L'identification du candidat
- L'objet du marché
- Les renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le marché ainsi que les renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement et à la capacité technique et professionnelle
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité du SAD, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en

- fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique dans la mesure où les informations sont disponibles
- Justification du statut d'établissement pharmaceutique, joindre l'annexe nécessaire

Conformément à l'article R.2162-47 du Code de la commande publique, à tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition dynamique, le GCS PHARMA-HAUTS-DE-FRANCE pourra demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

b. Autres pièces à fournir

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution de chaque marché spécifique, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- Les certificats de régularité à jour attestant de la souscription des déclarations et des paiements correspondant aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et sur la TVA délivrés par l'administration fiscale, et datant de moins de 6 mois ;

Dans le cas où l'attributaire est une société fille d'un groupe, l'attestation fiscale datant de moins de 3 mois de la société mère doit également être jointe.

- Un numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Lorsqu'en raison d'une impossibilité technique, il n'est pas possible d'accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification, l'attributaire communiquera, sur demande, au pouvoir adjudicateur, un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel la société est inscrite.

Si le candidat est étranger, il produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

- Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail datant au moins de l'année civile en cours et à jour. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le candidat n'emploie pas de salarié étranger, il produira une attestation sur l'honneur en ce sens.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), le GCS n'exploitera pas les données relatives aux salariés étrangers.

Ces documents devront en tout état de cause être remis avant l'attribution des marchés spécifiques.

3. Modalités de remise électronique des plis

a. La signature électronique des candidats

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne. Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

La signature électronique est préconisée par le pouvoir adjudicateur mais non obligatoire.

Dans le cas où le candidat choisit de signer ces documents électroniques, il devra veiller à signer électroniquement tout document numérique sous peine de voir l'offre rejetée.

La seule signature électronique du pli (fichier zip) n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique ou envoyés sur support physique électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat. Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) du RGS (référentiel général de sécurité). Tous les documents sont accessibles sur le portail de la direction générale de la modernisation de l'Etat à l'adresse suivante : <http://www.referencess.modernisation.gouv.fr>.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Attention : toute modification d'un document après signature entraîne une incohérence entre document signé et document de signature. Il est donc impératif de renouveler l'opération de signature après toute modification.

b. Transmission de la copie de sauvegarde

Le candidat peut (ce n'est pas une obligation) faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur, une copie de sauvegarde soit sur support physique électronique (ex : CDROM, DVDROM, clé USB) à l'exception des disquettes et Blu-ray soit sur un support papier.

Cette transmission par voie postale ou remis en main ne peut désormais concerner qu'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée :

COPIE DE SAUVEGARDE

- **SAD Médicaments,**
- **Ne pas ouvrir,**
- **Raison sociale.**

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Les copies de sauvegarde seront remises, sous pli cacheté, contre récépissé au service pharmacie du centre hospitalier de Valenciennes - avenue Désandrouin – C.S. 50479 – 59322 VALENCIENNES CEDEX.

V. SELECTION DES CANDIDATS

1. Régularité du dossier de candidature

Lorsque des pièces dont la production était demandée sont absentes ou incomplètes, il peut être demandé à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature conformément à R.2144-2 Code de la commande publique.

A défaut de régularisation, la candidature sera rejetée.

2. Sélection des candidatures

La sélection des candidats se fera sur la base du contenu de la candidature des fournisseurs comme indiqué à l'article IV 2. a.

Le candidat doit alors ne pas être dans l'un des cas prévu aux articles L2141-1 à L2141-4 du Code de la Commande Publique et doit justifier du statut d'établissement pharmaceutique ou des autorisations nécessaires à la vente des produits objet des marchés spécifiques.

Le Pouvoir Adjudicateur se prononce sur l'admission d'une candidature dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de sa réception, délai porté à 15 jours ouvrables si des compléments de candidature sont demandés au candidat.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur peut prolonger le délai d'évaluation des candidatures tant qu'un marché spécifique n'est pas lancé.

L'admission est notifiée au candidat par l'intermédiaire du profil acheteur.

A compter de la réception de ce message, le candidat peut être invité à remettre une offre en réponse aux marchés spécifiques lancés.

A l'inverse, le pouvoir adjudicateur informera dans les plus brefs délais les opérateurs économiques concernés s'ils n'ont pas été admis dans le système d'acquisition dynamique.

À tout moment, au cours de la période de validité du SAD, le Pouvoir Adjudicateur peut demander aux candidats admis dans le SAD d'actualiser leur dossier de candidature dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande. Les candidats ne satisfaisant pas ou plus aux critères de sélection des candidatures en sont avisés par décision transmise par l'intermédiaire du profil acheteur.

3. Exclusions du SAD

L'exclusion d'un opérateur économique admis dans le système d'acquisition dynamique peut intervenir pour les motifs suivants :

- à la demande de l'opérateur si celui-ci s'estime dans l'incapacité de pouvoir exécuter les futurs marchés spécifiques qui seront conclus (ex : redressement, liquidation judiciaire...).
- la perte du statut d'établissement pharmaceutique ou des autorisations nécessaires à la vente des produits objet des marchés spécifiques,
- sur décision du pouvoir adjudicateur lorsqu'un ou plusieurs marchés spécifiques conclu dans le cadre du présent système d'acquisition dynamique avec l'opérateur économique a été résilié pour faute.

La décision d'exclusion ne peut être prise qu'après avoir mis le candidat en capacité de présenter ses observations dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la réception de la notification de la sanction envisagée sauf en cas de perte du statut d'établissement pharmaceutique ou des autorisations nécessaires à la vente des produits objet des marchés spécifiques.

A compter de son exclusion, le candidat n'est plus invité à soumissionner en vue de l'attribution des marchés spécifiques à conclure à travers le système d'acquisition dynamique.

Sauf en cas de perte du statut d'établissement pharmaceutique ou des autorisations nécessaires à la vente des produits objets des marchés spécifiques, l'opérateur économique attributaire d'un ou plusieurs marché(s) spécifique(s) reste tenu d'exécuter le ou les marché(s) conclu(s) malgré son exclusion du SAD.

VI. Marchés spécifiques

1. Forme et durée des marchés spécifiques

Chaque marché spécifique sera un accord-cadre à bons de commande avec ou sans minimum et avec un volume maximum. Ils sont exécutés au fur et à mesure de leurs besoins par émission de bons de commande. Les bénéficiaires sont en charge de l'émission et de l'exécution des bons de commande.

Ces volumes seront déterminés dans chaque marché spécifique.

La durée du contrat sera précisée à l'occasion de chaque marché spécifique.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

2. Passation des marchés spécifiques

Seuls les candidats ayant été admis dans le système d'acquisition dynamique ont vocation à être mis en concurrence dans le cadre de l'attribution des marchés spécifiques pour lesquels ils ont candidaté.

2.1 Lettre de consultation du marché spécifique

L'envoi de la lettre de consultation est adressé via le Profil acheteur de l'établissement coordonnateur du marché spécifique.

La lettre de consultation précisera :

- les modalités d'accès et de téléchargement du dossier de consultation
- la composition du dossier de consultation ;
- les bénéficiaires des marchés spécifiques et l'estimation des besoins (quantités estimées et les volumes maximum attendus pour chaque marché spécifique) ;
- les modalités de remise des offres ;
- les critères de choix des offres et leur pondération

Le dossier de consultation du marché spécifique comprendra notamment un cahier des clauses particulières du marché comprenant les éléments suivants :

- la durée du marché spécifique ;
- le périmètre du marché spécifique, son allotissement et la classification des produits objet du marché spécifique;
- la forme des prix (ferme ou révisable) et le cas échéant les formules de révision ;
- les pénalités, les motifs de résiliation et les modalités d'exécution aux frais et risques ;
- les opérations de vérification des opérations quantitatives et qualitatives

La remise des offres aux marchés spécifiques est faite par la plateforme en accès restreint. Seuls les candidats admis au SAD reçoivent un mail comprenant un lien de téléchargement vers le dossier de consultation et un mot de passe pour y accéder.

Les modalités de remise des plis sont identiques à celles du dossier de candidature du SAD telles que précisées à l'article IV 3. du règlement de la consultation.

Les candidats ne sont pas tenus de remettre une offre lorsqu'ils sont invités à soumissionner. Dans ce cas, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats les motifs les ayant conduits à ne pas répondre à la consultation.

2.2. Documents remis aux candidats aux marchés spécifiques

Les documents remis aux candidats aux marchés spécifiques sont :

- La lettre de consultation mentionnée à l'article précédent précisant les règles de la consultation du marché spécifique,
- un acte d'engagement,
- un cahier des clauses particulières le cas échéant,
- un cadre de réponse,
- un catalogue des besoins sous la forme d'un fichier crypté (format .cmp et pdf)
- les adhérents concernés ;
- les quantités prévisionnelles annuelles par Bénéficiaire ;
- les échantillons éventuellement demandés.

2.3 Délai de réponse

Le délai minimal de réception des offres, précisé dans la lettre de consultation, ne pourra être inférieur à 10 jours à compter de l'envoi de cette dernière.

3. Analyse et classement des offres des marchés spécifiques

Les offres seront remises au stade des marchés spécifiques selon les modalités précisées dans une lettre de consultation.

L'analyse des offres, dans le cadre des marchés spécifiques ultérieurement lancés, sera effectuée sous la responsabilité du pouvoir adjudicateur, étant précisé que la pondération du critère qualité et du critère prix pourra varier d'un marché spécifique à l'autre, dans la limite de la hiérarchisation et de l'amplitude de pondération indiquée pour chacun de ces deux critères.

Par ailleurs, les pondérations de ces critères pourront être différentes entre les lots d'un même marché spécifique, tel que précisé, le cas échéant, dans le marché spécifique.

- Les critères des marchés spécifiques, seront les suivants :

Critères	Fourchette de pondération
Prix	Entre 25 et 50%
Technique <ul style="list-style-type: none"> - Critère qualitatif : pondération 30 à 65% - Prestation fournisseur : pondération 5 à 10% - Sécurité approvisionnement : pondération 5% à 25% - Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) : pondération entre 0 et 10% 	Entre 50% et 75%